

**Pour le progrès social, la paix et le désarmement, la solidarité internationale, toutes et tous ensemble, manifestons pour faire entendre nos revendications le 1<sup>er</sup> mai !**

La vaste entreprise de communication du Président Macron lors de ses deux interventions télévisées n'aura servi qu'à démontrer son cynisme à l'encontre des salarié-es, retraité-es et de la jeunesse.

Alors que les mobilisations s'amplifient pour dénoncer les attaques du gouvernement et du MEDEF contre les conquêtes sociales (plans de licenciements, casse du code du travail et des conventions collectives, démantèlement des services publics et de la sécurité sociale, privatisations, destruction du droit pour toutes et tous de poursuivre des études dans le supérieur, de la formation professionnelle et de l'assurance chômage, etc.), **le Président préfère ironiser en remerciant les retraité-es d'avoir « accepter » la hausse inique de la CSG, infantiliser les étudiant-es en leur parlant d'examens en chocolat, stigmatiser les personnes en lutte en les traitant « d'agitateurs professionnels » et de « professionnels du désordre » tant dans les universités que dans la ZAD de Notre Dame des Landes, amoindrir les revendications des salarié-es en lutte (SNCF, fonctionnaires, etc.).**

*Pour le progrès social, la paix, le désarmement, la solidarité internationale*

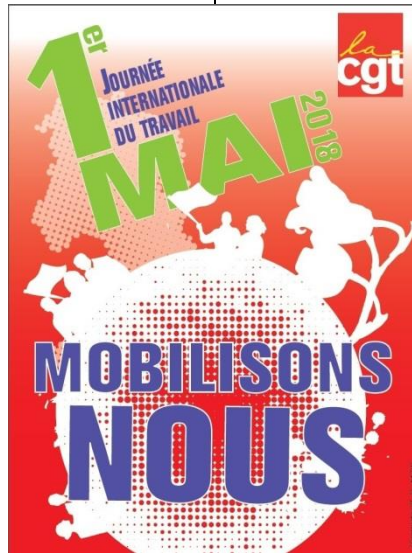


Pire plutôt que d'entendre ce qu'exprime la rue, il se permet de véhiculer de fausses informations en prétendant que le budget des hôpitaux connaît « une moindre augmentation » alors que les personnels, des hôpitaux publics comme des EHPAD, dénoncent une dégradation dramatique des conditions de travail et d'accueil pour les usager-es et que le budget de la sécurité sociale voté en 2017 est en baisse. Plutôt que de souscrire aux justes revendications du monde du travail, il annonce sans scrupule les prochains coups bas à venir : attaque contre les retraites, avec la volonté de mettre en place soit un système par points, soit un système par compte notionnel, en détruisant les régimes spéciaux (y compris celui des cheminot-es alors que la loi adoptée à l'Assemblée Nationale en assurait cyniquement la conservation) ; réflexion sur la mise en place d'un 2<sup>e</sup> jour férié travaillé gratuitement pour permettre la couverture de la perte d'autonomie par la sécurité sociale.

**En parallèle, le Président Macron rejoint l'impérialisme américain pour jouer au gendarme du monde mais en dehors de tout droit international. Les interventions choisies et ciblées n'ont pour seul but que d'assurer l'ancrage des multinationales dans certaines zones d'influence et en aucun cas d'asseoir les droits des peuples à la paix et à l'autodétermination. Ainsi, malgré des résolutions de l'ONU sur la Palestine (qui elles sont légales et plus que légitimes), la France ne s'émeut pas de voir l'Etat d'Israël tirer à balles réelles sur les Gazaouis, réprimant dans le sang la manifestation à l'occasion de la « Journée de la Terre », faisant 17 mort-es et 1400 blessé-es. Elle ne s'insurge pas de voir Erdogan massacrer le peuple kurde à coup de bombardement, alors que celui-ci a été en première ligne pour lutter contre DAESH. Elle bombarde, avec les USA et le Royaume-Uni, des bases en Syrie. Il est urgent de trouver une solution politique au conflit syrien qui a déjà engendré plus de 350 000 mort-es dans une partie de son peuple en 7 ans. A l'inverse, cet acte ne peut qu'introduire un nouveau facteur de déstabilisation dans la région, constituant une étape dans l'escalade de la violence et dans le risque d'un déclenchement d'un conflit mondialisé et dramatique pour l'ensemble des peuples du monde.**

**Mais le peuple français à son mot à dire sur toutes ces situations tant au niveau national qu'au niveau international.** Face à l'offensive qui vise à transformer la société dans une vision ultralibérale au service du patronat et d'une minorité, la riposte est possible comme l'ont montré les dernières journées d'action et les mobilisations en cours. Celle des cheminot-es ne s'essouffle pas contrairement à ce que voudraient faire croire la direction et les médias. Celles des salarié-es d'Air France non plus. Et les blocages des facs s'amplifient malgré l'utilisation de la force par les interventions policières, suite aux demandes des présidents d'université, comme dernièrement à Tolbiac. De nouvelles professions rejoignent la grève comme la RATP les 19 et 20 avril, l'énergie (préavis

jusqu'au 26 juin), les fonctionnaires le 22 mai. Le 16 avril, grâce à l'intervention des camarades de la CGT, le Conseil Economique Social Environnemental Régional a voté unanimement contre le Plan Régional de Santé. Le Conseil Régional vient d'en faire de même à l'unanimité des présent-es sous la pression de la mobilisation et malgré le recadrage de la ministre en personne.



Comme à des moments cruciaux qui ont vu le monde du travail conquérir de nouveaux droits collectifs et individuels, nous devons faire converger l'ensemble des mobilisations, mettre en commun les revendications des salarié-es, des retraité-es, des jeunes pour exiger une véritable politique de progrès social qui permette de transformer la société dans le sens que nous le souhaitons, vers l'émancipation du Capital.

**Par le développement des luttes revendicatives sur les lieux de travail et de vie, leur mise en commun, nous pouvons gagner :**

- une véritable augmentation des salaires, retraites et minima sociaux.
- Le développement de l'emploi stable et qualifié à temps plein, en CDI dans le privé, sous statut dans le public.
- La reconquête de véritables services publics de proximité, de qualité, accessibles à toutes et tous.
- La reconquête d'une véritable sécurité sociale solidaire, financée par les richesses créées par le travail à travers les cotisations sociales, pour une couverture à 100 % de l'ensemble des risques de la naissance à la mort.

**La CGT appelle les salarié-es, les retraité-es, les privé-es d'emploi et les jeunes à participer massivement aux rassemblements de :**

- **Romorantin, à 11h00 devant la Halle.**
- **Blois, à 10h30 aux escaliers Denis Papin.**

**Pour un monde de progrès social, de solidarité et de coopération entre les peuples, de paix, toutes et tous dans la rue le 1<sup>er</sup> mai 2018 !**